

Finances, État, et régimes d'accumulation

Nicolas Bédu^a et Nicolas Pinsard^b

^a Université de Montpellier, ART-Dev

^b Université de Lille, Clersé

Alors que la libéralisation et la globalisation financières des décennies 1980 et 1990 ont laissé à penser un État en retrait, dépassé par la puissance des firmes multinationales, de grandes sociétés financières et des investisseurs institutionnels sans frontière, les plans de sauvetage bancaire et les programmes de rachat d'actifs (*quantitative easing*) déployés dans le sillage des crises du 21^e siècle donnent à voir l'importance de l'État, ou du moins des autorités publiques, dans le fonctionnement des systèmes financiers.

Des communications traitant de l'État emprunteur, de l'État régulateur ou encore de l'État investisseur, sont attendues. Plus généralement, les formes d'intervention de l'État dans l'économie et les conséquences sur la dynamique du capital intéressent particulièrement cet atelier. Les communications ne portant pas spécifiquement sur l'État, mais sur d'autres niveaux auxquels s'exprime la puissance publique (collectivités locales, administrations de sécurité sociale ou Union européenne par exemple) sont également bienvenues.

Cet atelier thématique propose de questionner, plus spécifiquement, dans une démarche pluridisciplinaire, les interactions entre finances, État et régimes d'accumulation à partir des axes, parmi d'autres, suivants.

- **L'État et le financement de la transition écologique**

L'incapacité de la finance de marché, dans son fonctionnement et ses contours actuels, à remplir cette fonction a été mise à jour (Grandjean et Lefournier, 2021, Bédu et al., 2023). Elle tend à mettre en débat un financement hors marché de la transition écologique. Quel rôle attribuer à l'État dans le financement de la transition écologique ? Le financement public de la transition écologique est-il une alternative crédible ? Comment l'organiser ? Comment organiser l'orientation des flux d'épargne ? D'autres questionnements, potentiellement plus larges, en lien avec la fin de certains financements à destination d'infrastructures, d'activités, ou de filières jugées trop brunes (politiques de réorientation des financements et politiques de désinvestissement) pourront être également abordés.

- **La fabrique de l'intervention de l'État**

Partant de l'idée que l'État est une institution qui cristallise les rapports sociaux et qui se compose d'organisations à des niveaux multiples, les communications pourront porter sur les groupes sociaux qui pensent et construisent l'intervention étatique. Les politiques économiques sont-elles fixées de façon conflictuelle ? Sont-elles la conséquence de la composition du bloc social dominant (Amable et al., 2017; Amable et Palombarini, 2005) ? Les politiques économiques sont-elles déterminées par des champs qui composent l'État tels que le champ politique et le champ bureaucratique (Eloire, 2022; Klebaner et Montalban, 2020) ? En quoi les organisations internationales ou le système international influencent-ils les politiques économiques nationales ?

- **La caractérisation de l'intervention étatique dans le champ de la finance dans une perspective comparative et/ou historique.**

Les communications pourront s'intéresser aux conditions et aux modalités de l'intervention des États, notamment lors des crises. Comment les États interviennent-ils ? Est-ce que les pratiques sont homogènes ou au contraire révèlent-elles des différences nationales ? Parce que l'intervention étatique n'apparaît pas uniquement en période troublée, il convient aussi de s'interroger sur comment les États « agissent » sur et pour leur secteur et leur système financiers. L'émergence de nouveaux acteurs bancaires et financiers en lien avec le développement des *finTechs* et de la *blockchain*, la concurrence entre les grandes firmes des oligopoles financiers mondiaux (bancaire, assurantiel, de la gestion d'actifs) ou les intérêts géopolitiques associés aux places financières soutiennent à l'évidence l'idée d'une intervention étatique potentiellement peu visible, mais réelle. Dans une perspective historique, les communications pourront porter sur la dynamique de l'intervention étatique. Plus particulièrement, des présentations portant sur la planification dans le champ de la finance seront bienvenues.

- **Quels liens entre l'État et les régimes d'accumulation actuels ?**

L'inscription de l'État dans le régime d'accumulation et plus généralement dans le mode de production est essentielle pour comprendre à la fois les formes d'intervention de cette institution et la dynamique du capital. Dernièrement, si la littérature en sciences économiques semble converger vers l'idée d'un rôle grandissant de l'État, elle est traversée par des débats qui interrogent la façon dont on devrait concevoir les formes d'intervention étatiques actuelles.

La notion de capitalisme politique est en effet apparue pour caractériser la confluence entre les élites politiques et les élites économiques. Dans cette perspective, le rapprochement entre ces élites conduit à l'établissement d'une réglementation, de dépenses publiques et d'un système fiscal qui favorisent à la fois le maintien de la position sociale de ces élites et la captation de revenu (Holcombe, 2018). Riley et Brenner (2022) ont ainsi suggéré que le nouveau régime d'accumulation étatsunien se comprend comme un capitalisme politique.

Parallèlement, la notion de capitalisme d'État prend de l'ampleur sans toutefois renvoyer directement aux débats du XXe siècle à propos de la caractérisation de l'URSS (Sperber, 2019). S'il existe un certain éclectisme dans l'utilisation de cette notion (Alami et al., 2022), des points saillants peuvent être identifiés tels que la croissance en taille et en nombre des entreprises publiques, de fonds souverains et d'autres entités publiques qui s'intègrent de plus en plus profondément dans les circuits mondiaux de la production, de la finance et des infrastructures (Babic et al., 2020). Loin de représenter une antithèse à l'État, les marchés mondiaux constituent un vecteur d'influence pour ces derniers à travers des investissements à finalité économique et politique (Babic, 2023).

Les propositions de communication sont à envoyer aux adresses suivantes avant le 6 avril 2024 (inclus) :

nicolas.bedu@umontpellier.fr

nicolas.pinsard@univ-lille.fr

Elles doivent être également soumises *via* la plateforme <https://afep2024.sciencesconf.org>

Bibliographie

Alami, I., Babic, M., Dixon, A. D., et Liu, I. T. (2022). Special issue introduction: what is the new state capitalism?, *Contemporary Politics*, vol. 28, no. 3, 245–63.

Amable, B. et Palombarini, S. (2005). *L'économie politique n'est pas une science morale*, Paris, Raisons d'agir.

Amable, B., Palombarini, S., et Alary, P. (2017). Le néoréalisme, ou comment alliances sociales et politiques publiques se déterminent mutuellement. Entretien avec Bruno Amable et Stefano Palombarini, *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, no. 22.

Babic, M. (2023). The rise of state capital: transforming markets and international politics, *Comparative political economy*, Newcastle upon Tyne, Agenda Publishing.

Babic, M., Garcia-Bernardo, J., et Heemskerk, E. M. (2020). The rise of transnational state capital: state-led foreign investment in the 21st century, *Review of International Political Economy*, vol. 27, no. 3, 433–75.

Bédu, N., Granier, C. et Revelli, C. (2023) Asset Management and Sustainability. Critical Perspectives and Reform Issues. In Lagoarde-Segot, T. (ed) *Ecological Money and Finance. Exploring Sustainable Monetary and Financial Systems*, Londres, Palgrave Macmillan, pp. 683–725.

Eloire, F. (2022). Mobiliser du capital bureaucratique. Le cas des réformes financières des années 1980, *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 245, no. 5, 62–79.

Grandjean, A., & Lefournier, J. (2021). *L'illusion de la finance verte*. Les éditions de l'atelier, Ivry-sur-Seine.

Holcombe, R. G. (2018). *Political Capitalism: How Economic and Political Power Is Made and Maintained*, Cambridge Studies in Economics, Choice, and Society, Cambridge, Cambridge University Press.

Klebaner, S. and Montalban, M. 2020. Cross-Fertilizations between Institutional Economics and Economic Sociology: The Case of Régulation Theory and the Sociology of Fields, *Review of Political Economy*, vol. 32, no. 2, 180–98.

Riley, D. and Brenner, R. 2022. Seven Theses on American Politics, *New Left Review*, no. 138, 5–27.